

## ACTUALITES DU DROIT SOCIAL

### DATES :

24 juin 2025 - 9h00-12h00 – 14h00-17h00

25 juin 2025 – 9h00-12h00

### OBJECTIF

L'objectif de la formation est d'aborder les principales actualités en droit social

## INTERVENANT

Me François TAQUET

Avocat à Cambrai

Professeur des universités

Spécialiste du droit social

## PRE-REQUIS

Connaissances de base en la matière.

## NIVEAU

2

## TARIF

360 €

200€ pour jeunes confrères (moins deux ans de barre)

Prise en charge FIF-PL possible

## IMPORTANT

L'EDA GUYANE est engagée dans une démarche d'égalité des chances. Merci de nous contacter par mail si vous avez besoin d'un accompagnement.



## METHODES MOBILISEES

LFSS 2025

Refus d'un CDI après CDD : déclaration sur la DSN (net entreprise, 21 octobre 2024)

De nouveaux modèles d'avis d'inaptitude

Signature du reçu pour solde de tout compte : une faculté

Assurance chômage : le régime prolongé jusqu'à la fin de l'année

Épargne salariale : le ministère du Travail détaille les nouveaux cas de déblocage anticipé issus de la réforme du partage de la valeur

Bulletin de paie : le Sénat rejette le projet de simplification

DSN

Un arrêté du 23 décembre 2024 confirme la prolongation jusqu'au 31 décembre 2025 du dispositif de CSP (Contrat de sécurisation professionnelle)

Apprentissage : les nouveaux montants de la prime

Compte personnel de formation : le reste à charge passe à 102,23 € pour l'année 2025

Tickets restaurant

Réforme assurance-chômage : les nouvelles règles le 1<sup>er</sup> avril 2025

Demande d'autorisation de travail d'un salarié étranger : la liste des pièces justificatives à fournir est complétée

Le contrat de valorisation de l'expérience, un nouveau CDI pour les seniors

**Les grands arrêts...**

Licenciement économique : ne négligez pas l'offre de reclassement !

Peut-on convoquer un salarié en arrêt maladie à un entretien préalable à son licenciement ?

Comment réagir si un salarié ne justifie pas son absence en 4 étapes ?

Peut-on revenir sur le télétravail ?

La modernisation des formulaires d'arrêt de travail, obligatoire en juin 2025 : un pas en avant pour plus de sécurité !

Comment sécuriser sa relation avec un freelance ? Quelques bonnes pratiques...

Un décret 2024-692 du 5 juillet 2024 fixe les modalités et conditions de la contre-visite médicale diligente par l'employeur

Avantages consentis par le CSE : l'URSSAF Caisse nationale n'admettra plus de condition d'ancienneté à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026

Avis d'inaptitude remis en main propre : le délai de contestation de 15 jours ne court pas en l'absence d'émargement ou de récépissé (Cass. soc. 4 décembre 2024, pourvoi n° 23-18128)

Présomption de démission en cas d'abandon de poste : la mise en demeure doit indiquer les conséquences de l'absence de reprise du travail sans motif légitime

Expert-comptable : concurrence déloyale et faute grave

Changement d'employeur au sein d'un groupe : une modification du contrat de travail nécessite un accord exprès de l'ensemble des parties

Licenciement : en cas de défaillance de la Poste pour remettre l'avis de passage de la convocation à entretien préalable en LRAR, l'employeur reste responsable

Clause de mobilité : la précision géographique est impérative !

Seule l'indemnité légale de licenciement peut être doublée pour un salarié licencié pour inaptitude et reclassement impossible, après une maladie ou un accident professionnels, - et non l'indemnité conventionnelle de licenciement

L'ancien salarié qui viole une clause de non-concurrence en cours d'application perd l'indemnité uniquement pour l'avenir

Rupture du contrat de travail : des faits anciens peuvent justifier une prise d'acte aux torts de l'employeur

Harcèlement sexuel d'ambiance

Qui peut signer une lettre de licenciement dans l'entreprise ?

Licenciement économique : une liste de postes de reclassement sans critères de départage rend la rupture sans cause réelle et sérieuse

Arrêt pour accident du travail : le salarié aidant un ami ne manque pas à son obligation de loyauté

Refuser la nouvelle identité de genre d'une salariée est discriminatoire

L'annonce par le médecin du travail d'une inaptitude au poste peut constituer un accident du travail

Mise à la retraite d'office : elle n'est interdite que si le salarié avait déjà 70 ans au moment de son embauche

Un simple oubli de paraphe ne suffit pas à requalifier un CDD en CDI

Est-ce qu'un salarié d'un supermarché, qui vole des collants dans un magasin du même groupe, peut être licencié ?

.../...

## MODALITES D'EVALUATION

Questions / cas concrets pendant la formation.

## MOYENS PEDAGOGIQUES

Intervention orale et interactive associant aspects théoriques et pratiques.

Transmission d'un support pédagogique.